

N° 5 – 5 février 2024

Inmisuisse - Service International : <https://www.inmisuisse.org/>

NEWSLETTER : DEVELOPPEMENT DURABLE

Les actualités en Suisse

24Heures - 5 février 2024

Pont du Mont-Blanc bloqué : deux activistes condamnés



Le journal helvétique évoque le fait que, selon le Tribunal de police, la faute des activistes climatiques n'est pas anodine et les conséquences de leur action ont dépassé le seuil usuellement toléré.

Le 22 octobre 2022, des activistes de Renovate Switzerland ont bloqué le pont du Mont-Blanc. Quatre se sont collé la main au sol. Seuls Moritz (au premier plan) et Marie (deuxième femme après lui) ont contesté leur ordonnance pénale devant le Tribunal de police.

RTS Info - 6 février 2024

La crise des liquidités se poursuit pour l'ONU à Genève



La RTS narre que l'année s'annonce "au moins aussi difficile que 2023", selon la directrice générale de l'ONU à Genève Tatiana Valovaya. La fermeture du Palais des Nations pendant trois semaines récemment a permis d'économiser près de 200'000 francs, a-t-elle dit mardi. L'ONU à Genève s'est préparée dès le début de l'année à des mesures de réduction des coûts, a encore affirmé la Russe. Les salaires ne sont toutefois pas compromis, à condition que "nous fassions quelque chose". D'autres dépenses devront notamment être diminuées de 35 à 45%. Des fermetures de bâtiments qui n'accueillent pas des conférences pourraient avoir lieu. "Nous y pensons", a aussi ajouté la directrice générale. Elle s'est également dit "déçue" par les retards dans les travaux du Palais des Nations. La Confédération et le canton de Genève ont à eux deux attribué un prêt sans intérêt de 400 millions de francs pour la rénovation du Palais des Nations. De quoi couvrir la moitié des frais évalués à plus de 830 millions.

RTS Info - 8 février 2024

Des cartes prépayées pour les requérants d'asile, l'idée fait son chemin en Suisse



Le média rapporte que les requérants d'asile en Suisse pourraient à l'avenir recevoir une carte prépayée au lieu d'argent liquide. C'est en tout cas ce que souhaite l'UDC qui, s'inspirant de l'Allemagne, a fait cette proposition dans deux cantons alémaniques et espère la généraliser au niveau fédéral. Les demandeurs d'asile qui arrivent en Suisse reçoivent d'abord des aides en nature, comme des repas, ainsi que de l'argent de poche, soit trois francs par jour. Plus tard, lorsqu'ils sont transférés dans les cantons, ils touchent plusieurs centaines de francs par mois, selon les régions : 300 à Neuchâtel, par exemple, 400 à Fribourg ou 450 à Genève.

Pour éviter que cette aide de l'Etat soit envoyée vers les pays d'origine, plusieurs UDC veulent remplacer cet argent liquide par des cartes prépayées. Les sections de Bâle-Ville et de Saint-Gall l'ont proposé dans leur canton respectif.

Les milieux de défense des requérants s'opposent à cette mesure. Ils mettent notamment en avant les petits montants en jeu : "Si certains arrivent effectivement à se serrer encore plus la ceinture pour envoyer de l'argent à leurs proches, ce sont des montants absolument dérisoires", souligne Sophie Guignard, secrétaire politique de Solidarité sans frontière. Selon elle, une carte prépayée implique un accès limité à des endroits spécifiques, comme certains magasins : "C'est une mesure non seulement infantilissante, mais excluante. Cela signifie qu'on ne peut pas aller dans des espaces de socialisation comme les cafés ou les musées par exemple".

Les actualités et les bonnes pratiques ou innovations ODD dans le monde

Mediapart - 8 février 2024

Le Parlement européen ouvre la voie à l'autorisation de nouveaux OGM



Dans ses publications, Médiapart écrit qu'en réaction à la colère agricole sur le continent, des pans du Pacte vert, la feuille de route écologique de la Commission européenne depuis 2019, sont de plus en plus critiqués. Ses adversaires dénoncent un trop plein de normes qui étoufferaient le monde agricole.

Et à une courte majorité, les eurodéputés ont accepté mercredi 7 février d'adoucir la régulation des « NGT », des plantes génétiquement modifiées selon de nouvelles techniques. Mais un accord final sur ce dossier controversé semble exclu d'ici aux

élections de juin.

Agence Ecofin – 9 février 2024

Burkina Faso : le Centre international pour le développement des engrais lance un projet de 1,5 million \$



D'après le média spécialisé sur l'économie et le développement Africain, en Afrique subsaharienne, l'utilisation des engrais reste à un niveau encore relativement bas par rapport au reste du monde et il constitue un des principaux facteurs qui limitent la production agricole.

Au Burkina Faso, le Centre international pour le développement des engrais (IFDC) a lancé le 7 février, un projet visant à améliorer l'accès et l'utilisation d'engrais par les petits exploitants agricoles. D'un coût total de 1,46 million \$, il est financé par l'initiative « Sustain Africa » mise en œuvre par le Partenariat africain pour les engrais et l'agroindustrie (AFAP).

À travers ce projet, l'IFDC prévoit d'ici mai prochain, de rendre disponibles 20 000 tonnes d'engrais au profit de 100 000 petits producteurs ainsi que 70 grossistes et détaillants.

Selon les informations relayées par le quotidien local Lefaso.net cette opération sera réalisée avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Société d'exploitation des phosphates du Burkina (SEPB) ou encore de l'Association des grossistes détaillants des intrants agricoles au Burkina Faso (AGRODIA).

D'après le responsable, les interventions seront menées à travers 8 régions du pays notamment les Cascades, les Hauts-Bassins, la Boucle du Mouhoun, le Centre-ouest, le Sud-ouest, le Centre, le Centre-Sud et le Plateau-central. Au Burkina Faso, l'utilisation apparente d'engrais était évaluée à plus de 234 000 tonnes en 2022, d'après les données compilées sur la plateforme Africa Fertilizer Watch.

Image de la semaine



Crise au Sénégal : des groupes de la société civile appellent à se "mobiliser massivement" contre le report de la présidentielle.